

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 23 décembre 2024

Nos réf. : SAU/JG/MT n° 24-634

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUBE BEDDING FRANCE

Rue de l'Europe – Zone Industrielle
10200 BAR-SUR-AUBE

Code AIOT : 0005701928

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 novembre 2024 dans l'établissement AUBE BEDDING FRANCE implanté Rue de l'Europe - Zone industrielle - 10200 BAR-SUR-AUBE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBE BEDDING FRANCE
- Rue de l'Europe - Zone industrielle - 10200 BAR-SUR-AUBE
- Code AIOT : 0005701928
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'AUBE BEDDING est consacré à la fabrication et la logistique de matelas, sommiers et banquettes à BAR-SUR-AUBE. Les activités présentes sur site sont les suivantes :

- le travail de la mousse (découpe et collage), pour la réalisation des matelas ;
- l'assemblage du bois et de ses dérivés pour la fabrication des sommiers ;
- le travail des tissus et des autres revêtements, pour la confection des étoffes destinées à l'habillage des matelas ;
- l'assemblage, l'habillage et l'emballage des matelas, sommiers et banquettes ;
- l'assemblage des différents éléments (sommiers, caissons, etc) qui représentent les dernières étapes de la fabrication de certains types de banquette ;
- le stockage de matières premières et produits finis

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nomenclature	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.513-1	Sans objet
2	Plan de Gestion de Solvants	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas permis de relever de non conformités

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.513-1
Thème(s) : Risques chroniques, nomenclature
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;</p> <p>2° L'emplacement de l'installation ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni lors de la régularisation administrative opérée en 2023, et ce, faisant suite à une mise en demeure les éléments relatifs à l'article L 513-1 du Code l' Environnement.</p> <p>De plus, dans son dernier porté à connaissance, les rubriques afférentes au site ont été mises à jour ; il déclare avoir arrêté certaines activités réglementées dont les rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2160 : Silo et installation de stockage en vrac de céréales ; • 2410-B-1 : Travail du bois ; • 2565-2-A : Procédés utilisant des liquides ; • 2566-1-A : Nettoyage, décapage des métaux ; • 2910-A : Combustion ; • 2940-1 : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, colle... ; • 2940-3-B : Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, colle... ; • 4511 : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. • 2910-B : Installation de cogénération (combustible autre que biomasse) - Site « Biobar ». <p>Du fait de l'abandon de certaines activités, le site n'est plus concerné par le suivi des émissions de C.O.V, puisqu'il n'utilise plus ces composants dans son process de fabrication.</p> <p>Ces éléments ont été actés dans l'arrêté préfectoral complémentaire PCICP2024058-0002 du 27 février 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de Gestion de Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10-1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion de Solvants
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Comme indiqué précédemment, l'exploitant n'utilise plus de produits solvantés dans son process de fabrication. Le plan de gestion des solvants n'est donc plus à mettre en œuvre par l'exploitant, et n'est également plus à fournir lors d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite